

TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES

A Avignon, le tramway à 250 millions d'euros s'éloigne

Par Rémy Mario (Bureau de Marseille du Moniteur) - LE MONITEUR.FR - Publié le 21/07/2014 à 11:30

Mots clés : Produits et matériaux - Etat et collectivités locales - Transport collectif urbain

© Martyniak - La station Porte de l'Oulle

Une expertise est lancée par le Grand Avignon pour arrêter avant la fin de l'année une décision sur le projet de transport en commun en site propre de l'agglomération. Mais la création de deux lignes de tram sur 14,4 km (250 millions d'euros d'investissements), mise au point avant les élections, restera dans les cartons.

Quatre mois après les élections municipales et communautaires marquées par l'arrivée de nouveaux élus et des changements de bord politique (Avignon a basculé à gauche avec l'élection de la socialiste Cécile Helle, l'agglomération est restée dans le giron de l'UMP avec à sa tête Jean-Marc Roubaud, maire de Villeneuve-Lez-Avignon et Le Pontet est tombée dans l'escarcelle du FN), le projet de tramway du Grand Avignon, enjeu de la dernière bataille électorale dans la Cité des Papes et dans plusieurs communes de l'agglomération, sera fixé sur son sort en novembre prochain. Mais d'ores et déjà, il est acquis que le projet porté lors du mandat précédent par Marie-Josée Roig et « livré » à ses successeurs prêt à être engagé sur le terrain (DUP obtenue, travaux préparatoires lancés, marché du matériel roulant signé) ne verra jamais le jour.

« Lancer aujourd'hui un investissement de 250 millions d'euros HT compte tenu du désengagement de l'Etat n'est pas envisageable. Celui-ci va coûter 15 millions d'euros à l'agglomération d'ici à 2017. Il y a aussi une incertitude sur la subvention de l'Etat de 30 millions d'euros, l'absence de participation de la région et des conseils généraux de Vaucluse et du Gard à ce projet, un versement transport et une cotisation foncière des entreprises en baisse par rapport à nos prévisions... Tous ces éléments font que la prudence s'impose à nous » commente Jean-Marc Roubaud, président du Grand Avignon.

Une enveloppe réduite à 130 millions d'euros

Maître d'ouvrage des investissements transports de l'agglomération, le Grand Avignon estime aujourd'hui pouvoir s'appuyer sur une enveloppe de 130 millions d'euros HT et hors subventions sur la durée du mandat pour faire sortir Avignon et sa proche périphérie du tout-automobile. Mais avec un projet moins ambitieux et pour lequel il faut prendre en compte « la position contre le tram » des maires d'Avignon et du Pontet. Un cabinet indépendant (l'appel d'offres vient d'être lancé) va être chargé de mener une étude comparative BHNS/Tram dont les résultats seront donc connus en novembre et « à l'issue de cette étude, nous arrêterons une décision définitive, consensuelle et nous engageons sans

a-priori cette expertise » ajoute Jean-Marc Roubaud.

Il semblerait que l'agglomération s'oriente vers un projet étalé dans le temps, avec des axes de TCSP aménagés préfigurant un futur tram ou BHNS, des parkings relais, des dispositifs favorisant la fluidité des échanges routiers sur les ponts desservant Avignon, un renforcement de l'intermodalité, le développement des modes doux. Une approche globale défendue par la maire d'Avignon, Cécile Helle. Sur les éléments sensibles du dossier (perte d'une DUP, engagement pris pour le matériel roulant), le président de la Coga se veut rassurant. « Le préfet est prêt à accélérer les procédures de modification éventuelles de la DUP ; pour le matériel roulant, il y a effectivement un dédit de 5% prévu au contrat mais Alstom n'est pas opposé à un étalement dans le temps de la commande des matériels » ajoute Jean-Marc Roubaud.

Les TP redoutent le chômage technique

Pour le BTP de Vaucluse, un département où les grands projets sont rares, c'est un coup dur pour les carnets de commandes des entreprises qui se profile. « Sans porter de jugement sur le choix du BHNS ou du tram, nous comprenons mal qu'un projet lancé en 2009, étudié et budgété soit totalement remis en cause aujourd'hui et se retrouve avec un budget pratiquement divisé par deux » analyse Jean-Yves Chemin, président de la Fédération du BTP 84. La profession espère au moins qu'une décision soit réellement prise à l'issue de l'expertise et un programme d'investissements dans les transports lancé rapidement sur le Grand Avignon. « Les projets d'infrastructures sont longs et complexes à mettre en œuvre. Un projet structurant abandonné, c'est une occasion perdue de modernisation du territoire et à long terme une perte d'attractivité pour celui-ci » ajoute Jean-Yves Chemin. A court terme, le BTP estime que l'arrêt du projet du tramway, cumulé à la réduction des investissements dans les budgets des collectivités, va contraindre les entreprises de travaux publics du département à recourir, dès la rentrée, à du chômage technique.